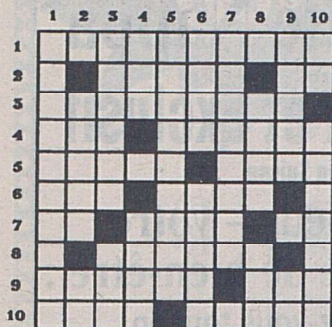


MOTS CROISÉS



Problème no 619

Horizontalement: 1. Elle doit quitter le plancher des vaches pour s'adonner à son sport favori. 2. Élément d'une victoire - Propagateur de rumeur. 3. De manière fort peu courageuse. 4. Il permet de ne pas trop se mouiller - Diseurs de bonne aventure. 5. Devenu stupide - Multitude. 6. Mets délicat - Se trouver dans un grand embarras (à). 7. Préfixe - Affluent de la Vilaine - Abréviation d'une courte mesure. 8. Lieux de perdition pour les taureaux. 9. Son homme est généralement célibataire - Passe par l'Engadine. 10. Fort peu de chose - Peut se manifester par la voix ou par le rire.

Verticalement: 1. Rendre accessible au plus grand nombre. 2. Défaut dans l'allure d'un cheval - Soldat d'outre-Atlantique. 3. Pleines de qualités physiques et morales - Désaltère les Anglais. 4. Ville de Belgique - Il marque l'emplacement d'un objet immergé. 5. Qui suggèrent des impressions imagées hors du commun. 6. Félin qui vit en Amérique - Lichen poussant sur les vieux arbres. 7. Elle apparaît comme infiniment longue. 8. Lia - Les Anciens en faisaient des poteries colorées. 9. Absurde - Révèle un enfant volontaire. 10. Préposition - Morceau détaché d'un ensemble.

Danielle Bron

Solution du problème no 618

JEUX

Solutions

1. L'Union démocratique du centre
2. des eaux minérales
3. la Rote Fabrik
4. Grindelwald (1908)
5. Saint-Gall
6. Calvin (de g. à dr. : Farel, Calvin, Bèze)

Selon le Dr Jean Martin, médecin cantonal vaudois, la spirale des coûts de la médecine, comme celle de la consommation, devront être arrêtées. Cela suppose des choix difficiles

Les alarmes du Dr Martin

Entré en 1976 au Service vaudois de la santé publique, médecin cantonal depuis 1986, le Dr Jean Martin a toujours été préoccupé par la dimension collective de la santé. De la brousse amazonienne du Pérou au fauteuil de médecin cantonal vaudois, en passant par la Caroline du Nord, la Nouvelle Delhi et l'Afrique tropicale, sa carrière s'est écartée des chemins traditionnels. S'il ne tient pas sa langue dans sa poche, ni sa plume dans sa trousse de médecin, le Dr Martin tire volontiers la sonnette d'alarme, qu'il s'agisse de la dégradation de notre milieu naturel ou des coûts bien-tôt prohibitifs de la santé. Stéthoscope posé sur la poitrine d'un monde malade, il est un peu devenu Dr Martin prêcheur. Son dernier livre, *Enjeux éthiques en santé publique*, paraît cet automne à Genève, aux Editions Médecine et Hygiène.

- Quand on parle de santé, on pense à la santé de l'individu. En qualité de médecin cantonal, vous vous souciez de santé collective. Ce qui peut être bon pour «la santé privée» est-il toujours souhaitable à l'échelle collective?

- Ce qui est bon pour un individu donné n'est pas toujours souhaitable à l'échelle collective. Si l'on fait systématiquement tout ce qui est médicalement imaginable pour un patient donné sans tenir compte d'autres paramètres, et en particulier de l'intérêt du groupe, on se retrouve finalement dans une impasse. Les recettes de l'Etat ne vont pas croître indéfiniment. Nous devons aujourd'hui réfléchir à l'usage des ressources.

- Cela suppose-t-il à vos yeux de renoncer à la généralisation de soins coûteux?

- Il n'y a pas un grand méchant loup en matière d'accroissement des coûts, et un phénomène objectif comme le vieillissement de la population l'explique en partie. Le problème, c'est que personne n'a vraiment intérêt à ce que ça coûte moins cher. Les caisses maladie, bien sûr, mais plus leurs recettes et leurs dépenses sont élevées et plus elles sont importantes, et cela ne leur déplaît pas d'être importantes. Il est aussi difficile d'accuser les médecins de pousser à la consumma-

tion. La santé du patient est la loi suprême, dit la formule classique, et il est éthiquement correct de ne pas compter pour le bien du malade. De son côté, le malade trouve ses primes trop élevées, mais il entend bien bénéficier partout des meilleurs soins possibles et des technologies médicales les plus avancées.

- C'est presque un constat d'impuissance.

- Non, c'est une manière d'être clair: si l'on veut dépenser moins, il faut commencer par consommer moins. Je crains que d'ici quelques années, les décennies 70 et 80 n'apparaissent comme une période exceptionnelle pendant laquelle chacun avait accès, sans grande difficulté, à tout ce que la médecine peut offrir. A moins d'augmenter fortement les impôts et les primes, ce ne sera plus possible à l'avenir. Au fond, c'est notre société de consommation et de sécurité à tout prix qui est en cause. A mon avis, nous allons au devant de choix très durs et, osons le dire, de modalités de rationnement. Il est urgent d'en prendre conscience, d'en débattre et d'y réfléchir.

Notre responsabilité est engagée envers nos descendants

- Plus précisément, quels choix nous attendent?

- La réflexion doit concerner les soins simples qui sont devenus de routine, les soins «semi-sophistiqués» et les soins sophistiqués. En Suisse, les personnes âgées bénéficient d'un encadrement socio-médical remarquable que je classe dans les soins de routine. C'est très bien, mais prenons conscience que tout ça coûte extrêmement cher et que le vieillissement démographique ne peut qu'accroître encore ces coûts. Qui paiera? Sans l'apport d'étrangers, il y aura moins d'habitants en Suisse en 2005 que le pays n'en compte aujourd'hui. Quant aux soins «semi-sophisti-

qués», je pense par exemple aux formidables progrès de l'orthopédie, qui représente un gros surplus d'offre médicale. Tendanciellement, nous mourrons tous avec une hanche artificielle, une prothèse qui assurera notre mobilité jusqu'à un très grand âge. Quant aux soins sophistiqués, on peut citer la fécondation in vitro. Il y a des listes d'attente de femmes qui souhaitent en bénéficier. La question se pose de savoir si c'est un devoir de l'Etat de permettre à tout le monde d'avoir un enfant, s'il faut mettre à grand prix l'accent sur ce légitime désir d'enfants de quelques centaines de couples. Le domaine de l'imagerie, radiologie, scanner, ultrasons, résonance magnétique, performant mais très coûteux, doit aussi donner lieu à des pesées d'intérêt. Il est impensable d'en doter tous les hôpitaux.

- Il n'est quand même pas facile de dire où il faut s'arrêter.

- Presque tout le monde tombe aujourd'hui d'accord sur la nécessité de limiter les investissements pour les équipements de pointe, mais ça devient compliqué, sinon conflictuel, quand il s'agit de décider qui renonce à quoi. Tout le monde veut le Pérou à la maison. Il ne serait pas admissible, dans un système de santé publique, de devoir rentabiliser de manière commerciale, et par une sorte d'activisme, des équipements payés par la collectivité. A cet égard, le dialogue entamé depuis quelques mois entre les cantons de Vaud et Genève pour chercher des modes de collaboration évitant des doubles emplois donne une idée de la manière dont nous devons nous y prendre. Face au coût de certains programmes et équipements, il faut dépasser la vision cantonaliste et envisager les choses à une large échelle régionale. En résumé, nous devons faire des choix et apprendre à renoncer.

- Vos préoccupations dans le domaine de la santé publique se doublent d'inquiétude pour la santé de la planète. Vous suggérez de doter les institutions démocratiques traditionnelles d'un contre-pouvoir capable d'envisager les problèmes à long terme. Il s'agirait d'un Conseil moral, ou d'une Chambre



Pour le Dr Jean Martin, la qualité de la santé est tributaire du mode de vie, non seulement individuel mais collectif.

Photo Erling Mandelmann

ressé jusqu'ici aucun poids lourd de la politique. En tout cas, je suis convaincu que de nouvelles manières de voir et de se comporter sont indispensables et que nous devons cesser de vivre avec pour seul moteur l'accumulation de biens matériels. Il y a donc un certain parallélisme entre mon propos sur la santé publique et mes prises de position relatives aux problèmes écologiques de cette fin de siècle. Mais d'autre part, je suis attaché à la libre entreprise et aux libertés démocratiques. N'est-ce pas étrange qu'un bon centriste vaudois en vienne à formuler des suggestions utopiques?

I y a un certain mal-être qui va parfois jusqu'à l'autodestruction

– Justement, quel est votre diagnostic de médecin de la santé publique sur la santé des Suisses du 700me?

– On peut dire que les Suisses sont en bonne santé, et ils le doivent entre autres à la qualité de notre système médico-social. Dans mon esprit, il ne s'agit donc pas de révolutionner, mais de se concentrer sur l'essentiel sans trahir l'éthique médicale. Les Suisses se placent en tête du hit-parade mondial de la longévité, juste derrière les pays nordiques. Ce constat général optimiste doit cependant être nuancé, car il y a des signes inquiétants que j'appellerais des pathologies de la tension et de la violence. Des gens, et parmi eux beaucoup de jeunes, supportent mal la société de compétition et de performance. Notre taux de suicides est l'un des plus élevés d'Europe et nous sommes aussi dans le peloton de tête pour la toxicomanie et le sida. Malgré notre santé, il y a un certain mal-être qui va parfois très loin, jusqu'à l'autodestruction. Cela doit nous inciter à mettre l'accent sur les relations humaines qui ne sont certainement pas d'abord une question d'argent.

Propos recueillis par Jean-Bernard Vuilleme

de réflexion et de prospective dont le rôle ne serait pas seulement consultatif. Elle aurait un droit de veto sur certaines questions.

– Il y a moins de cent ans que nous entamons les ressources non renouvelables de la planète, un battement de cil à l'échelle du temps, et cela a suffi pour engendrer des problèmes écologiques et de pollution considérables. Je partage le sentiment d'urgence d'Albert Jacquard. Il n'y a aucune raison que «ça s'arrange» si

nous ne le voulons pas fermement. Notre responsabilité est engagée envers nos descendants. Je constate simplement que le système démocratique, axé sur le court terme, est mal armé pour faire face à cette question d'une gravité sans précédent pour l'humanité. Même le meilleur système politique atteint ses limites. Il faut donc tenter de les dépasser, trouver des réponses nouvelles. Maintenant, je vois bien les difficultés d'une telle proposition. Il faudrait évidemment éviter qu'un tel conseil des sages en

arrive à tout dicter, et donc élaborer des modes collectifs de gestion des conflits qui ne manqueraient pas de surgir. La Commission «Quelle Suisse demain», dont je faisais partie, et qui vient de rendre son rapport, n'a pas inclus cette idée dans son catalogue de propositions.

– Ce n'est peut-être pas le remède miracle, mais c'est au moins une idée.

– Elle m'a valu un nombreux courrier après mon article dans le Bulletin des médecins suisses, mais n'a inté-